

**Qui sommes-nous ?**

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (\*)

- Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :  
**Innocent Assogba** (Bénin)  
**Alan Benjamin** (États-Unis)  
**Colia Clark** (États-Unis)  
**Constantin Cretan** (Roumanie)  
**Berthony Dupont** (Haïti)  
**Ney Ferreira** (Brésil)  
**Daniel Gluckstein** (France)  
**Rubina Jamil** (Pakistan)  
**Apo Leung** (Chine)  
**Gloria Gracida** (Mexique)  
**M.A. Patil** (Inde)  
**Mandlenkosi Phangwa** (Azanie)  
**Klaus Schüller** (Allemagne)  
**Jung Sikhwa** (Corée)  
**John Sweeney** (Grande-Bretagne)  
**Mark Vassilev** (Russie)  
**Nambiath Vasudevan** (Inde)

(\*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

**MAROC**

**Après la mort tragique de 8 personnes à Taroudant  
Catastrophe naturelle ou catastrophe politique ?**

Dans ce pays, les pauvres gens, souvent les jeunes perdent leur vie à chaque fois qu'il y a inondation, tremblement de terre, ... à chaque fois qu'il y a un incident ou une catastrophe « naturelle ».

S'agit-il vraiment de catastrophes naturelles ou plutôt de catastrophes politiques ?

Après quelques semaines de la mort tragique de plus de 40 jeunes candidats à l'immigration « clandestine » dans la mer de Kenitra, c'est le tour cette semaine d'une autre tragédie (naturelle) dans la région de Taroudant au sud du pays qui a causé la mort d'au moins 8 personnes et fait plusieurs disparus.

**La colère règne dans toute la population !**

En effet, ce mercredi 28 août 2019, une crue subite d'une rivière a entraîné la mort d'au moins sept personnes (huit selon les dernières informations) et plusieurs disparus, d'après les autorités locales. Un incident survenu dans la commune d'Imi Ntiyaret, dans le douar de Tizert, province de Taroudant (Sud) en fin de journée, alors que plusieurs familles étaient rassemblées aux abords d'un stade construit sur le lit de la rivière, annonce l'agence de presse MAP.

Parmi les victimes du drame, figure un jeune de 17 ans. Toujours d'après la MAP, un des rescapés de l'inondation a été admis à l'hôpital de la municipalité d'Igherm. Il souffrirait de blessures à degrés divers de gravité. Des sources locales, citées par plusieurs médias, font à présent mention de sept personnes portées disparues. Toutefois, aucun communiqué officiel à ce sujet n'a été publié. Les recherches se poursuivent ce jeudi.

**Qui est le responsable de cette tragédie ?**

C'est juste au mois de juillet dernier que les autorités locales ont inauguré de nouvelles infrastructures au niveau du stade, plusieurs personnes avaient alerté quant à son emplacement au bord

du lit de la rivière. Le 15 juillet, un internaute alertait déjà sur l'emplacement du terrain: *"les averses qui surviennent dans cette région montagneuse peuvent tout détruire sur leur passage"*.

La construction du terrain de foot dans le lit d'oued est également au cœur de toutes les interrogations.

Un rapport du gouvernement a débouché sur une discussion portant sur la possibilité de créer *"une direction centrale au niveau du ministère de l'Intérieur chargée de la gestion des risques de catastrophes naturelles"*.

Lors de sa réunion, le gouvernement s'est également penché sur *"l'encadrement réglementaire de l'appropriation publique des ressources hydrauliques"*. Khalfi, porte-parole du gouvernement, a précisé que les mesures annoncées ont pour but *"de ne plus reproduire ce qui est arrivé"* à Imi Ntirayet.

**Le seul responsable c'est le gouvernement.**

Alors qu'année après année, des centaines de millions de Dirhams sont enlevées du budget national pour servir les intérêts de la dette extérieure, qu'année après année, le gouvernement fait des coupes budgétaires dans les budgets sociaux, que les services publics se dégradent et se détruisent année après année par la privatisation et la délégation déléguée... des régions toutes entières se sont privées de toute infrastructure et équipement (hôpitaux, écoles, terrains et stades de sport... etc.). Le gouvernement est responsable de cette tuerie, le gouvernement détient toute la responsabilité de cette tragédie.

Le bulletin *Tribune des travailleurs*, édité par des militants et des travailleurs partisans du Comité ouvrier international (COI) au Maroc, adresse ses condoléances aux familles de nos frères morts dans cette tragédie, et demande une intervention immédiate pour juger tous les coupables de cette tragédie.



## ALGÉRIE

**Oui à l'Assemblée constituante souveraine ! Non à l'élection présidentielle !**

**Entretien avec Abdelkader Bentaleb, militant du Comité d'organisation des socialistes internationalistes d'Algérie (COSI).**

**Le dernier numéro de votre publication, *Minbar el Oummel*, affirme que l'alternative est « élection présidentielle ou Assemblée constituante ». Pourquoi ?**

Le chef d'état-major, qui exerce le « pouvoir réel », vient d'annoncer que l'élection présidentielle sera fixée « *au plus tard le 15 septembre* ». Il peut compter sur le soutien du « *panel* » de personnalités qu'il a désigné pour le « *dialogue* ». En outre, le 24 août, l'essentiel des organisations et partis du pays, regroupés dans trois alliances distinctes (la « société civile », les « Forces du changement » et le « Pacte de l'alternative démocratique ») ont mis en place un comité de liaison qui a pour objectif d'harmoniser leurs feuilles de route « *pour sortir de la crise* ».

La seule voie contre ces « solutions » préservant le régime serait l'élection immédiate de l'Assemblée constituante souveraine. Mais cette issue est obstruée par la participation très active au processus de « dialogue » avec le régime, tant des organisations syndicales (notamment celles regroupées dans la Confédération syndicale autonome, CSA), que de partis se réclamant des travailleurs.

Pourtant, la détermination du peuple algérien est intacte, et ses aspirations réitérées chaque vendredi : « Système, dégage ! », « La parole au peuple ! », « Non au dialogue ! ». On constate une montée en puissance des luttes sur des revendications sociales : luttes de la population de Biskra et d'autres communes pour le droit au logement,

contre le rationnement de l'eau, et des dizaines de grèves ouvrières qui mettent à l'ordre du jour la grève générale.

La solution la plus favorable serait que les organisations et partis se réclamant des travailleurs rompent le cadre du dialogue avec le régime et s'unissent pour ouvrir la voie de l'Assemblée constituante souveraine et de la grève générale pour en finir avec le régime. Dans ses grandes lignes, la résolution adoptée le 24 août par l'assemblée générale des citoyens de Bgayet (Béjaïa), en se prononçant explicitement pour l'Assemblée constituante souveraine et en lui donnant le contenu démocratique et social conforme aux aspirations des masses, ouvre cette perspective.

**Les initiatives tournées vers le « dialogue » avec le régime, comme le « Pacte de l'alternative démocratique » auquel participent le Parti des travailleurs (PT) et le Parti socialiste des travailleurs (PST), provoquent-elles un débat ?**

Les dirigeants du PST sont pris en tenaille entre leur présence active au sein du « Pacte » et l'action de leurs militants en faveur de l'Assemblée constituante et de la grève générale. La pression de nombre de militants a empêché la direction du PST de participer à la rencontre du 24 août, mais sans l'amener à rompre. La direction ruse en affirmant que dans le « Pacte » « *ce qui nous unit est plus important que ce qui nous divise* ». Mais les militants du PST savent que le RCD et l'UPC (deux partis membres du « Pacte ») sont favorables à un dialogue avec le

régime et aux accords avec l'Organisation mondiale du commerce et l'Union européenne, etc.

Le PT est aussi en crise. D'abord, le régime a provoqué une scission au sommet du PT, entraînant six députés sur onze et quinze membres du comité central. Il s'agit incontestablement d'une tentative de destruction du parti par le système. Parmi ceux qui ont refusé de suivre ces six députés, des divergences politiques commencent à s'exprimer. D'un côté, la direction du PT participe au « Pacte de l'alternative démocratique » et à la rencontre du 24 août. De l'autre, des militants en vue, sur le terrain, tirent à boulets rouges sur le dialogue avec le régime, impulsent la perspective de l'Assemblée constituante et la constitution de comités populaires. D'un côté, un dirigeant se prononce contre la grève générale dans les champs pétroliers et gaziers, de l'autre, des militants à la base y sont favorables. D'un côté, un dirigeant déclare dans la presse que « *le véritable sens des articles 7 et 8* » de l'actuelle Constitution permettrait d'ouvrir la voie à l'Assemblée constituante. De l'autre, des militants affirment que cette Constitution est caduque, précisément parce que l'article 7 (qui reconnaît la souveraineté du peuple) est annulé par l'article 8 qui prétend que cette souveraineté populaire s'exerce à travers la présidence de la République, l'Assemblée populaire nationale, et autres institutions corrompues et rejetées. C'est d'ailleurs cet argument constitutionnel que le régime utilise pour convoquer l'élection présidentielle. ■

**Propos recueillis le 2 septembre 2019**